

## Les cadres de Thomson-CSF prêts à investir un milliard dans l'entreprise

LE GOUVERNEMENT devrait annoncer, d'ici à fin janvier, les nouvelles modalités de la privatisation de Thomson. Les cadres de Thomson-CSF entendent influer sur sa décision. Depuis novembre 1995, plus de 2 000 d'entre eux ont créé la discrète, mais influente, Association du personnel actionnaire de Thomson (Apat) pour peser sur les pouvoirs publics et les repreneurs éventuels. Le président de l'Apat, Michel Hanotte, affirme que les salariés de Thomson-CSF sont prêts à investir un milliard de francs dans leur entreprise, ce qui représente environ 5 % du capital. Dans une industrie de pointe où le savoir-faire et la motivation des salariés constituent des atouts fondamentaux, le gouvernement et les futurs repreneurs de l'entreprise peuvent difficilement se permettre d'ignorer l'avis des cadres dirigeants.

Lire page 20

## Jeux de rôle dans l'assurance-maladie

L'Etat et les caisses d'assurance-maladie se sont mis d'accord sur la répartition de leurs pouvoirs.

p. 8

## Les chirurgiens et le sida

L'ordre des médecins demande aux chirurgiens contaminés par le virus du sida de cesser d'exercer.

p. 11

## Feu vert aux aliments transgéniques

Le Parlement européen a approuvé la commercialisation des aliments génétiquement modifiés.

p. 34

et notre éditorial p. 18

## Plans antipollution

Les préfets sont invités à mettre en œuvre des plans d'urgence en cas d'alerte à la pollution.

p. 34

## Rock et jazz « à message »

Les musiciens français du rock et du jazz renouent avec l'engagement politique et social, après avoir laissé ce terrain aux seuls rappeurs.

p. 28

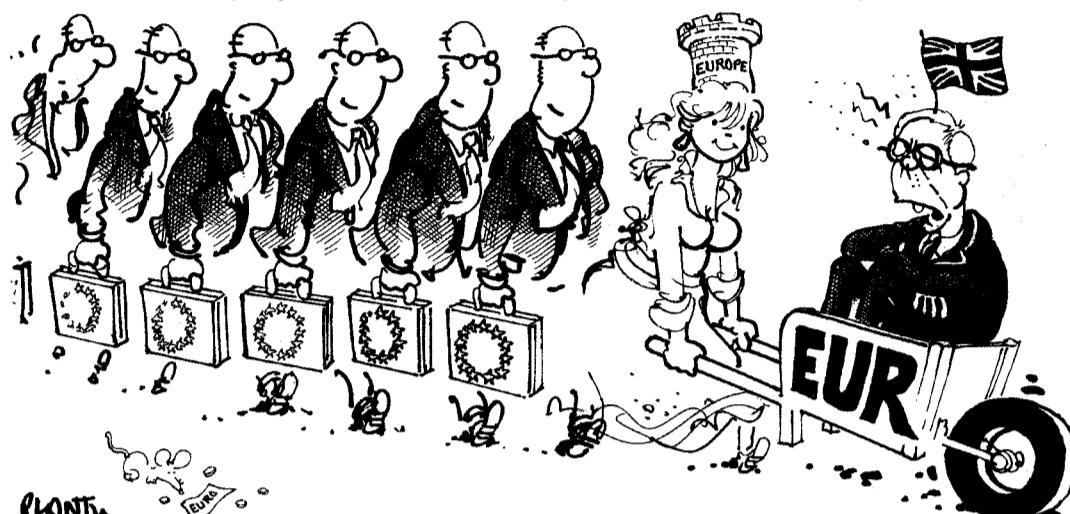
## Le Lycée d'Aristote localisé

Les vestiges du Lycée d'Aristote ont été mis au jour à Athènes.

p. 25

## L'euro constraint les Quinze à harmoniser leurs politiques fiscales

Les projets de Bruxelles inquiètent les Britanniques



**L'INTRODUCTION** de la monnaie unique, en 1999, obligera les Etats qui l'adopteront à une convergence plus étroite de leurs politiques économiques à laquelle la fiscalité n'échappera pas. Tel est du moins l'avis de la Commission européenne. L'un de ses membres, Yves Thibaut de Silguy, a annoncé, jeudi 16 janvier, que Bruxelles ferait prochainement des proposi-

tions pour permettre notamment aux membres de la future zone euro de renforcer leur coopération en matière fiscale, sans que les pays non membres puissent les empêcher. Le débat s'inscrit dans les négociations sur la réforme de l'Union. Il s'agit de donner aux pays souhaitant une plus grande intégration les moyens d'y parvenir sans se heurter au veto des

autres, notamment des Britanniques. Paris et Bonn ont en revanche démenti les informations du quotidien *The Independent*, selon lesquelles les deux pays envisageraient d'unifier leurs politiques en matière d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux.

Lire page 2

## Tititi, tatata, tititi, sa majesté le morse se meurt !

**C'EST PAR UNE NUIT D'HIVER**, la dernière de ce mois de janvier, et sur la plus sauvage, la plus sournoise, la plus redoutée des côtes de l'Atlantique - la pointe Finistère - que seront orchestrées les obsèques d'un langage mythique et obsolète qui, pendant près d'un siècle, sut mettre en relation gens de mer et terriens. Sa majesté le morse se meurt.

La cérémonie sera sobre, l'austérité des signaux (points, traits) ne prêtant guère aux débordements d'émotion. Mais, dans la maison d'ardoise qui abrite la station radio-maritime Brest-Le Conquet, à la pointe des Renards, juste au-dessus des flots, l'ambiance sera celle d'une veillée d'armes et le 500 kilo-Hertz, d'habitude fort discret, risque, jusqu'à minuit, de résonner d'adieu en morse, provenant du monde entier. Messages d'amitié et de solidarité de « manipulateurs » d'autres pays, d'autres côtes, qui, casque aux oreilles et cartes marines sous les yeux, forment les maillons d'une même chaîne d'assistance et de solidarité pour tous les navires en mer. Et aussi hommage des marins à ces interlo-

cuteurs du « 500 », décrypteurs et relayeurs de messages, guetteurs discrets et fiables, qui, tant de fois, ont su capter les ... (C.Q.D., « Come Quick Danger ») angoissés, puis le fameux ... (S.O.S., « Save Our Souls ») de bateaux en péril, du *Titanic* à l'*Amoco-Cadiz*.

Adieu le morse ! adieu !, a décidé France Télécom, avec deux ans d'avance sur l'Organisation maritime internationale. Archaique, inusité, si ce n'est par de vieux cargos russes, asiatiques, panaméens. Le Conquet Radio (quarante-cinq employés) n'a recensé l'an passé que 152 messages en « graphie » (contre 200 000 minutes de trafic en « phonie », autrement dit radio). Messages usuels aux ports, aux médecins, aux armateurs. Messages d'appoint aussi, quand la radio du bord se révèle défectueuse ou quand des accents extravagants dans la pratique d'une langue rendent impossible tout échange vocal.

Adieu le morse ! Les marins se sont résignés. Car la radio, aujourd'hui, règne en maître. Les bateaux en sont tous équipés.

Grâce à la station du Conquet, lien et interface, ils peuvent s'en servir comme d'un téléphone. S.O.S. est devenu « Mayday » (prononcer comme « m'aider ») sur la fréquence 2 182 kHz, réservée aux signaux de détresse que Le Conquet Radio a mission de relayer auprès des centres régionaux de sauvetage. Quant aux bateaux de pêche appellés chaque jour par ordre alphabétique selon leur port d'attache, ils signalent brièvement leurs positions (« La Marie-Germaine en zone pêche ; tout va bien »). La litaneie de leurs noms rythme la vie des familles de la côte.

Archaique et peu rentable !, dénoncent certaines voix de France Télécom qui tablent sur l'extension des systèmes de communication par satellite (Inmarsat) et l'abandon, au 1<sup>er</sup> février 1999, des missions de radiophonie maritime confiées par l'Etat. Mais, là, opérateurs radio et marins de tout poil organisent la fronde : « Quand on a le cul dans l'eau, c'est d'une voix calme au bout du fil dont on a besoin. Pas d'un écran-robot. »

Annick Cojean

## Premier de la classe



DANIEL LE BRET

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** du Snipp, Daniel Le Bret peut se targuer d'avoir construit en quatre ans le premier syndicat chez les enseignants de l'école primaire. Le Snipp, affilié à la FSU, a doublé la FEN lors des élections du 12 décembre 1996 et su inventer de nouvelles pratiques syndicales.

Lire page 10

**TOUT S'EST BIEN PASSÉ...** mais quarante personnes sont mortes. Le bilan, sans doute provisoire, de la longue période de froid que vient de connaître la France tient dans ce raccourci d'apparence scandaleuse. La remarque peut paraître aussi juste que cho-

quante : le pays a constaté l'amélioration de l'accueil d'urgence de ses démunis en même temps qu'il lui fallait bien déplorer le nombre le plus important de décès causés par le froid depuis dix ans.

Au cours des hivers précédents, moins rigoureux, le froid avait tué

en moyenne une quinzaine de personnes. Comme cette année, toutes ne se trouvaient pas dans la misère. Même si les comparaisons restent malaisées, il faut remonter à deux années glaciales des années 80 pour se rendre compte que ce début de 1997 n'est pas ex-

ceptionnel. Environ cent cinquante victimes du froid avaient été recensées en 1985, près de cent en 1987.

Que le bilan des vingt derniers jours ait pris des proportions relativement moins dramatiques est sans doute dû, pour partie, aux efforts consentis ces dernières années en faveur de l'hébergement d'urgence. La chute des températures n'a pas pris au dépourvu les associations de solidarité.

Symbolique des temps où les centres d'accueil déversaient leur trop-plein de sans-abri sous la surface des rues de Paris, la station de métro Saint-Martin désaffectée n'a pas été ouverte cette année. Des abris de fortune ont certes été mis en place dans plusieurs villes de France, mais leur nombre recule au profit de structures permanentes et plus fonctionnelles. Les 70 000 places offertes aux personnes en situation de précarité (15 000 en hébergement d'urgence, 35 000 en centre d'hébergement et 20 000 dans le cadre du plan Périssol) se sont révélées « quantitativement suffisantes », comme l'espérait le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli.

Jérôme Fenoglio

Lire la suite page 18

**La Navette**

**UN VOL TOUTES LES HEURES ET TOUT EST PLUS FACILE**

PARIS — NICE

Tarif mini Bleu  
385F

\* Tarif hors taxes de sûreté et de péréquation soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

AIR INTER EUROPE

Le prêt à partir